

Action comm ando : «une mise en bouche»

«On a connu en 60-61, cinq semaines de grèves. L'ampleur était infiniment plus grande par rapport à ce qu'on voit jusqu'à présent.»

Jean FANIEL (CRISP)

400 euros de perte de salaire à cause du saut d'index selon les calculs du PS.

● CECI DIT

par Martial DUMONT

Il est libre Max

Les mots d'amour, d'amitié, de tristesse, d'incompréhension déferlent sur son mur Facebook et celui de ses proches. Par dizaines. Par centaines. Parce qu'il était connu comme le fils du loup blanc, bien sûr. Bon sang ne saurait mentir.

Mais surtout parce qu'il était apprécié pour sa jovialité, sa camaraderie, sa gentillesse, son sourire. Son talent aussi. Oh évidemment, je ne le connaissais pas bien.

Mais suffisamment pour avoir reconnu en lui un type bien.

Du coup, quand il a décidé, ce lundi d'automne, comme ça, de tirer un trait définitif sur sa courte vie, sa famille et ses amis sont tous tombés sur le cul. Sans mots. Quoi ? Lui, qui incarnait la joie de vivre, apprécié de tous, toujours souriant a décidé d'abandonner tout son petit monde ? Impensable.

C'est comme ça, pourtant. Sans doute, en dépit de tout l'amour dont il était entouré,

se sentait-il seul et mal aimé. Probablement, malgré des heures à refaire le monde avec ses innombrables potes, n'avait-il pas réussi à trouver sa place.

Allez savoir.

Probablement ne percerait-on jamais les secrets qui lui torturaient visiblement l'esprit. Parce que s'il y a un geste sur terre qui reste la plupart du temps inexplicable pour l'entourage, c'est bien celui-là.

Un geste respectable aussi. Oh, vous en trouverez toujours pour crier à l'égoïsme.

Mais devant la détresse morale souvent imperceptible mais intolérable qui ronge certains, on a juste à se taire. Sans se sentir coupable non plus. Et se dire que le choix de celui qui est parti, pour insupportable qu'il soit, est celui d'un homme libre qui était le seul à savoir s'il voulait vivre ou pas.

Oui, il est libre Max.

ANALYSE

«Le gouvernement n'est pas en danger»

● Interview : Philippe LERUTH

Lieven De Winter, le Parti socialiste exerce une pression maximale sur une coalition suédoise à peine en place. Politologue à l'UCL, pensez-vous qu'il peut faire tomber le gouvernement ?

Cela me semble très peu probable. Il est logique que le PS, principal parti de l'opposition francophone, attaque très fort le MR, maillon faible de la majorité suédoise. Mais sa composante flamande, elle, reste bien en place, et la N-VA conserve sa position de force : il est donc douteux que le gouvernement tombe ; il n'est pas en danger.

Cette opposition ne part-elle pas trop tôt ?

Le gouvernement a annoncé les mesures qu'il compte prendre, dont certaines sont fort peu populaires, il n'est donc pas illogique que l'opposition réagisse sans attendre. Ce qui ne l'empêchera pas de revenir à la charge quand ces mesures

seront mises en œuvre, et qu'elles feront sentir leurs effets dans la vie quotidienne.

Entre-temps, le gouvernement aura commencé à fonctionner. Et la concertation sociale aura limé des aspérités de son programme...

Sur la concertation, seul Alexander De Croo a annoncé une modération possible sur le saut d'index. Mais à l'inverse, le gouvernement pourrait rappeler au PS qu'une bonne part des mesures qu'il envisage était déjà dans le pipeline du gouvernement Di Rupo : âge de la retraite, saut d'index, et limitation des soins de santé.

Le PS a par ailleurs intérêt à ne pas trop couvrir les grèves actuelles, au risque d'apparaître comme le fauteur de troubles. Et, côté syndical, la CSC est gênée aux entournures : si le cdH est dans l'opposition fédérale, le CD & V est dans la majorité. ■

LES TROIS AXES DE L'ATTAQUE

PARTI SOCIALISTE La mobilisation des gens

Le parti socialiste a repris les commandes du combat et use de toutes ses compétences (en particulier en matière de communication) pour mobiliser les gens. Le PS a ainsi orchestré une campagne au départ incognito sous le slogan

« le gouvernement MR N-VA coupe dans votre portefeuille ». Ils ont envoyé lundi soir des ciseaux bleu et jaune dans les rédactions pour aiguïser l'intérêt des journalistes politiques. Les lec-

teurs des quotidiens Sudpresse et Métro ont pu découvrir mardi une campagne publicitaire non sourcée, renvoyant au site « injuste.be ».

Aucune information n'a filtré jusqu'à l'arrivée d'un communiqué du parti socialiste en fin de matinée, si ce n'est que le dé-

tendeur du nom de domaine du site injuste.be était identifié comme un des gestionnaires de Genome sprl, une agence de communication qui collabore

régulièrement avec le PS. L'un des co-fondateurs de la société, Arnaud Leclercq, est également le conseiller en communication du président du PS, peut-on lire sur le réseau social professionnel, LinkedIn.

Le PS appelle les citoyens à

participer massivement à une mobilisation syndicale nationale le 6 novembre prochain à Bruxelles. « C'est inédit qu'un parti lance une telle campagne, reconnaît le porte-parole d'Elio Di

Rupo, président du PS. Mais les circonstances l'exigent. Nous sommes dans le contexte très brutal du gouvernement MR N-VA. C'est le devoir du PS de mobiliser les gens. Le cœur de notre campagne, cette semaine, est la non-indexation des salaires.

C'est une mesure profondément injuste, qui frappe toute la classe moyenne et que le PS a toujours évitée. » Sur le coût de cette campagne, le PS affirme qu'il est « raisonnable » car tout aurait été fait « maison ». ■

MUTUELLE Le partage d'expertise et de savoir

Les mutualités sont un des organes clés pour mener le combat des « forces rouges francophones ». Jean-Pascal Labille, retourné diriger les mutualités socialistes, n'avait-il pas lui-même annoncé en février dernier qu'il reprenait en main « l'action commune » ? « L'action commune »

réunit les hautes sphères socialistes pour des échanges stratégiques et secrets...

« Le PS a remis la main sur tout ce qui était possible pour organiser une insurrection sociale. On le sait. Mais on n'est pas tellement au courant. On découvre le résultat concret au jour le jour », confie un militant qui ajoute, au passage : « Mais notre objectif est clair, faire tomber le gouvernement MR N-VA. Le plus vite sera le mieux. »

L'action commune (avec le

PS ou la FGFB, NDLR), ce ne sont pas que des grèves ou des manifestations, rectifie le porte-parole de Jean-Pascal Labille. « C'est aussi une logique de partage d'expertise et de savoirs pour que nos combats puissent porter leurs fruits. Sans quoi l'opposition sera muselée. » Et d'interroger : « Pourquoi les mutualités chrétiennes se sont-elles abstenues lundi de voter contre les mesures d'austérité avancées par l'Inami ? Parce qu'elles sont tenues par

les partis qui siègent dans la majorité fédérale. Nous, nous n'avons plus le PS comme relais au pouvoir. » Et d'ajouter : « Notre opposition aux mesures prises par l'Inami lundi ne relève pas de l'action commune mais de notre logique même. C'est notre mission de base auprès de nos patients que de défendre pour eux un accès à des soins de qualité. » ■

C.Ern.

SYNDICAT La mise en place de la guérilla

Jocelle, déléguée CGSP, écrit à ses affiliés qui sont fonctionnaires : « bonjour à tous et toutes, voilà la guerre commence. (...) Dépôt de grève fédéral déposé à partir du 06 novembre 2014 et pour une durée indéterminée donc toutes les actions seront couvertes en grève... Au combat camarades... ».

La FGFB est dans un état d'esprit guerrier. On prépare les troupes à tous les étages depuis un bout de temps, au point que certains ne tiennent plus en place et partent « au front », comme la FGFB-Namur.

Le PS file un sacré coup de main au syndicat en réalisant ses petites vidéos web pour ral-

lier le plus grand nombre.

La mobilisation générale du 6 novembre est l'objectif premier. Il s'agit de rassembler suffisamment de mécontents pour que cette colère soit incontestable et si possible meurtrière pour le gouvernement fédéral.

100 000 personnes dans les rues serait l'objectif minimum.

En attendant... « Ca part dans tous les sens, c'est vrai. L'Etat-major n'organise pas les actions pour le moment, grèves sauvages ou autres, mais les couvre toutes et le

fait savoir. La guérilla se met en place », confirme un syndicaliste qui déplore toutefois que la base ne soit pas avertie de ce qui se décide au sein de « l'action commune ».

La guérilla d'hier au MR n'était donc qu'une « mise en bouche », selon les intéressés.

D'ailleurs, que dit le secrétaire général du syndicat socialiste, Marc Goblet ? « Nous ne cautionnons pas... mais nous comprenons les réactions d'émotion des travailleurs par rapport à la violence des mesures annoncées. Nous ne constatons aucune volonté de concertation. Il ne faut pas s'étonner que les travailleurs aient des réactions autres que ce que nous avons donné comme mot d'ordre ». ■

C.Ern.

ANALYSE**«Le gouvernement
pourrait être en danger»**

Jean faniel, vous êtes directeur du CRISP (centre de recherche d'information socio-politique). Un tumulte social pareil, c'est inédit ?

Non. On a connu en 60-61, cinq semaines de grèves. L'ampleur était infiniment plus grande par rapport à ce qu'on voit jusqu'à présent. La gare des Guillemins avait été saccagée à l'époque, par exemple. Dans les années Martens-Gol (années 80), on avait aussi connu une mobilisation PS-FGTB. Ce qui est neuf ici, c'est un PS qui se retrouve dans l'opposition fédérale après aussi longtemps.

Ca peut expliquer l'état de tension ?

Ca peut. D'autant que par ailleurs, le PS qui reste au pouvoir dans les régions, a désormais le PTB sur sa gauche ce qui n'existait plus depuis 1985, et doit donc mener une stratégie à géométrie variable. Il y a un jeu qui se trame dans l'opposition. Le PS ne veut pas laisser le leadership de l'opposition de gauche au PTB. Le PS veut renforcer son lien avec la FGTB pour faire oublier le PTB. Il doit donc frapper fort et montrer qu'il n'est pas qu'un parti de pouvoir.

Et donc l'action est menée très vite, très fort, avant tout dialogue.

C'est la différence avec la mobilisation des années 60 et Martens-Gol. C'est la rapidité. Il faut dire qu'à l'époque les accords de gouvernement n'étaient pas aussi publics

qu'aujourd'hui. Par ailleurs, vu la longueur de la formation du gouvernement Michel, 139 jours, le PS a eu le temps de s'organiser.

La concertation sociale est-elle en péril ?

Oui. Les syndicats sont en position de déséquilibre. Ils ne trouvent rien de bon dans ces accords alors que les patrons applaudissent. Le projet qui pouvait le plus déranger les patrons, à savoir le paiement des deux premiers mois de congés maladies des travailleurs, a été reporté à dans un an. Il a fallu 48 heures et quelques coups de fils aux patrons pour obtenir cette modification. Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de concertation. Mais en Belgique, on n'a pas l'habitude de négocier s'il n'y a pas une marge. Dans d'autres pays, ça se fait et les syndicats essaient d'obtenir un peu d'amélioration.

Le gouvernement Michel pourrait-il tomber ?

C'est imaginable. Ca dépendra des rapports de force et des tensions au sein même du gouvernement. C'est ce qui s'est passé en 61 pour le gouvernement Eyskens. Il y a eu des élections. Et le PS a pu remonter au pouvoir mais il a alors mis en œuvre la «loi unique», soit un paquet de mesures d'austérité. Il faut être attentif à ça aussi. ■

C.Ern.

«On est hors de l'état de droit, ils n'ont même pas demandé à me rencontrer,»

Olivier CHASTEL,
président intérimaire du MR.

15 000
Le prix à payer par la
FGTB pour le bris de trois
vitres au siège du MR.

**Opération
commando
de la FGTB
à Bruxelles**

Bruxelles : 20 minutes de rage sur le MR

**Quelque 200 militants
survoltés de la FGTB
Namur ont dégradé les
vitres du siège du MR,
à Bruxelles, hier matin.**

● **Pierre WIAME**

Le siège bruxellois du MR, au 84 de l'avenue de la Toison d'or, à Bruxelles (Saint-Gilles) vit des heures difficiles.

Lundi matin, des riverains de l'aéroport national ont formé une haie d'honneur aux pontes du MR, dont la fraîchement nommée ministre de la Mobilité Jacqueline Galant. Mais, si surprise il y a eu, la manifestation était encore gentille, presque sympathique. Des points de vue ont été échangés, franchement mais sans haine.

Rien à voir, par contre, avec la manifestation de la FGTB-Namur, ce mardi matin, qui a mené une bien nommée opération «coup de poing», une frappe punitive, courte mais spectaculairement dure et dégradante.

Peu avant 10 heures, trois cars de délégués issus de la région namuroise débarquent sous les fenêtres du MR sans s'être annoncés. Profitant d'un total effet de surprise, le tir à pipes de tous ces révoltés en chasuble rouge commence alors furieusement, comme à la foire, avec une rage jubilante. Un canardement nourri à munition douce : des boules de peinture utilisées à

l'origine pour le «paintball».

Celles-ci éclatent sur les vitres et dégoulinent sur les slogans appelant à croire à une autre vie possible avec les Réformateurs aux manettes. «L'heure du bon sens», bleue, bave du jaune de la N-VA, ce qui donne une bien sale image aux passants et aux curieux.

«Tout simplement du jaune car nous estimons que le MR est utilisé, tel un pantin par la N-VA. En effet, le MR a ouvert les portes de l'Etat fédéral à la N-VA, permettant à celle-ci de démolir notre modèle social, premier pas vers la dissolution du pays» argumente la Centrale générale.

À l'intérieur du hall, derrière les hautes vitres, le préposé à l'accueil a eu peur. «Ils ont lancé un fumigène, ce qui a déclenché les alarmes incendie. On n'y voyait plus rien ici. Que font-ils du personnel?» explique Alain, encore choqué par la rapidité de l'intrusion. Il y avait tout de l'attentat dans cette action, excepté que les manifestants ont agi à visage découvert, galvanisés par des leaders dénonçant le bain de sang social à venir, les injustices du programme gouvernemental et l'imposture du MR.

«MR, la salope de la N-VA» balancent les tireurs, au nez et à la barbe de policiers qui sont accourus en catastrophe mais qui n'ont pu que continuer à assister, impuissants, à ce joyeux pugilat à la peinture jaune.

Pourquoi s'en prendre au MR ? Ils sont peu inspirés, les militants, certains ont même peur (on peut voir votre carte de presse ?). Mais ils ignoraient,

quand ils ont embarqué à Namur, la destination du voyage, tenue secrète pour prévenir toute fuite. «Quand on leur a dit, un quart d'heure avant l'arrivée, que nous allions au MR, ils s'y attendaient et ils étaient chauds» s'exclame Jean-Claude Hubert. «On est là pour dire au MR tout le bien qu'on pense de lui, par rapport à l'enfer social qu'il est en train de nous préparer dans ce pays» lance le secrétaire général Robert Vertenuel.

Dans le désordre, le saut d'index, la remontée de l'âge de la pension à 67 ans, le recul de l'âge de la pré-pension etc. Ils préviennent déjà. «Violents, nous ? Mais ce n'était qu'une mise en bouche par rapport à la réaction qui s'annonce dans les semaines et mois à venir.» Comment les bleus vont-ils tenir ? ■

VITE DIT

Une facture de 15 000 €

Qui casse paie. Le secrétaire général Vertenuel le claironnait à la presse hier matin. Olivier Chastel, du MR, apprenant la nouvelle, semblait plus sceptique : «Ah, ils vont payer ? Ils ne savent pas ce que ça coûte...» Et ça coûte très cher en effet : trois vitres ont été brisées. Il s'agit de verre épais de sécurité, de 22 mm d'épaisseur. Prix de la glace, de 4 mètres de haut : de 5 à 6000 € pièce, x 3, cela fait une ardoise de 15 000 € minimum à payer. C'est cher la minute de défolement. Du côté du syndicat, on regrette ce jet de cailloux ou de pierres, imputable à une minorité d'excités.

La guérilla est ouverte

Robert Vertenuel, secrétaire fédéral de la centrale générale FGTB. Pourquoi vous en prenez au MR ?

Tout le monde doit faire des efforts mais nous constatons que le choix des négociateurs s'est exclusivement porté sur des mesures sociales qui vont peser sur les allocataires sociaux et les travailleurs et que le monde des riches et des nantis n'est absolu-

ment pas mis à contribution, ou si peu que cela ne leur fera pas mal. On fait des cadeaux aux entreprises et aux patrons mais sans contrepartie d'engagements ou d'investissements.

Le coup de poing, est-ce la bonne méthode ?

C'est une action spectaculaire, c'est vrai, mais ex-

trêmement contenue et courte. On n'a gêné quasiment personne. Vous savez, quand on constate que le MR, et ses copains de la N-VA, décident de déclarer la guerre au monde du travail, qui est faible, qui a du mal à se défendre, il n'y a qu'une façon de résister, c'est d'entrer en guérilla. Il faut que le gouvernement s'attende à de

futures actions de guérilla de notre part.

De la guérilla, vraiment ?

Il n'y a pas le choix. À partir du moment où la guerre est déclarée par les libéraux, que voulez-vous qu'on fasse ? Nous sommes faibles. Il n'y a pas d'autre façon. Ou alors on s'aplatit mais ce n'est pas le genre de la maison FGTB.

Vous parlez d'action contenue et il y a eu des débordements, des bris de vitre ?

Les billes de couleur, cela se lave facilement à l'eau. La vitre fêlée, c'est dommage mais on la payera. Qui casse paie. J'ai déjà pris contact avec notre président. La violence que doit subir le monde du travail est bien pire. Ici, ce n'était pas de la violence mais de l'agacement. ■

Une opération commando

Olivier Chastel est le président intérimaire du MR depuis moins de 24 heures. Mardi matin, il était là, au 9^e étage de l'immeuble.

Une réaction sur cette action de la FGTB-Namur ?

Cette violence est inacceptable. Selon la police de Saint-Gilles, c'est une action commando. On s'en prend au personnel de l'ac-

cueil du MR, qui a été choqué et qui a dû évacuer. On est hors de l'état de droit, ce n'est pas la pratique syndicale que l'on connaît. Ils n'ont même pas demandé à me rencontrer.

Lundi, c'étaient les riverains de l'aéroport. Ce mardi, la FGTB de Namur. Ça ne commence pas à faire de trop ?

Non, pas du tout et il y en aura sans doute d'autres.

Je suis là pour pouvoir écouter et être sensibilisé aux arguments des uns et des autres, mais cela peut se faire sans agressivité et sans risque pour le personnel du MR, dont je suis le garant.

Vous dites assumer sans malaise ce gouvernement avec la N-VA. C'est justement ce qu'on vous reproche...

Le MR a pris ses respon-

sabilités à un moment où le pays risquait d'être paralysé. Le programme du gouvernement que je défends est ouvert sur bon nombre d'aspects à la concertation sociale. Les mesures seront discutées mais ce que nous avons vécu ce matin n'a rien à voir avec le dialogue. C'est une opération commando visant à intimider.

Ils disent : le MR est le parti des riches...

Ecoutez, on a suffisamment démontré notre attachement à la sécurité sociale. Oui, on veut créer plus de richesses mais pour la redistribuer intelligemment et équitablement. Ce sont des slogans et des caricatures. ■ **P.W.**